

PROCHE-ORIENT

La situation au Liban

L'Algérie se garde d'exprimer officiellement son point de vue

De notre correspondant

Alger. — Comment expliquer le silence du gouvernement algérien alors que les Palestiniens se font massivement à Liban et qu'il s'agit de la situation de la région ? La discrétion officielle peut d'ailleurs plus surprendre que les prises de position des responsables, exprimées officiellement ou en privé, sont sans ambiguïté.

La télévision, la radio et les journaux consacrent une grande place à la « tragédie libanaise », et ne tiennent pas de doute sur les sympathies de l'Algérie et les solutions qu'elle souhaite. Et pour qui connaît la vigilance et l'efficacité des forces de l'ordre, ce n'est pas forcément que les Palestiniens ont pu occuper, au sein même de l'ambassade de Syrie, la situation de la région et les conséquences dans les rues d'Alger. L'intervention militaire de Damas.

La crise du Sahara occidental

Différentes raisons expliquent le silence officiel de l'Algérie sur la crise du Sahara occidental. A la suite du « quinquennat » des « non-alignés », l'Algérie n'avait cessé de manifester des points de vue sur la situation internationale ; elle avait également tenté de donner des leçons à la communauté internationale, à distribuer des bilans lorsqu'elle estimait que tel ou tel Etat avait manqué à certaines principes. Agitée par la façon dont Alger considérait la situation, elle avait manifesté une certaine mauvaise conscience, nombre de pays arabes ou africains n'ont pas été réticents à prendre leur part. En novembre 1975, lorsque l'Algérie a refusé de reconnaître l'indépendance du Sahara occidental, elle a été étonnée de la réaction, et plusieurs d'entre eux ont ouvertement pris parti en faveur du Sahara. Relativement isolée dans le

Le Mouvement de la paix demande le retrait des troupes syriennes

Le conseil national du Mouvement de la paix (35, rue de Clugny, 93009 Paris) a rendu public, jeudi 19 août, une déclaration réclamant « le retrait des troupes syriennes et qu'occupent un tiers du territoire libanais » et « le départ de ces troupes, estime-t-il, permettrait l'ouverture de négociations entre les parties en conflit ».

La déclaration condamne notamment que « loin de jouer le rôle de médiateur et d'apaiser les tensions, les troupes syriennes ont empêché la négociation qui s'annonçait à l'échelle du monde d'entrer en vigueur et a permis aux milieux pharisiens, réarmés par la Syrie et l'impérialisme, de se lancer dans une véritable opération de génocide contre les forces progressistes libanaises et la résistance palestinienne. C'est l'intervention syrienne qui a permis le massacre du camp de Tel-el-Zatar et l'offensive phalangiste qui plonge

APRÈS LE MASSACRE DE TEL-EL-ZATAR LE PEUPLE PALESTINIEN CONTINUE À LUTTER POUR SA SURVIE AUX CÔTÉS DES FORCES PROGRESSISTES AU LIBAN

Des milliers de blessés et de malades, de femmes et d'enfants réduits à la disette ont affiné dans les zones contrôlées par les progressistes libanais et la Résistance palestinienne.

Malgré les difficultés, l'ASSOCIATION MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE (présidée par le Professeur MILLIEZ) continue à envoyer au CROISSANT ROUGE PALESTINIEN des médicaments et du matériel médico-chirurgical demandé d'urgence.

Vous avez déjà répondu nombreux à nos appels.

Cependant, les besoins en matériel sanitaire, en vivres, en vêtements, demeurent immenses.

Plus que jamais, le soutien matériel doit se renforcer.

VOUS POUVEZ FAIRE QUELQUE CHOSE, MANIFESTEZ VOTRE SOLIDARITÉ AU PLUS VITE !

Adressez vos dons à :

ASSOCIATION MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE
24, rue de La Réunion 75020 PARIS
C.C.P. LA SOURCE 34.521-83.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Le gouvernement autorise les Noirs de Soweto à acheter leur maison

De notre correspondant

Johannesburg. — Sensible aux critiques de l'opposition blanche et aux suggestions de la chambre d'industrie du Transvaal, le gouvernement sud-africain a décidé de faire un nouveau pas dans l'accomplissement de sa politique à l'égard des Noirs de Soweto et de la région de Johannesburg (West-End) pour leur donner le droit d'acquiescer leur maison définitive.

AUTODÉFENSE

Fier et sûr, un jeune blanc d'une vingtaine d'années pose pour le photographe, lui fait une ou deux fois le salut, puis se retire. Il est vêtu de vêtements de ville, il est très propre, il est très sûr de lui. Il est très sûr de lui.

Les usines et entreprises de Port-Elizabeth, situées à la limite des terres africaines, ont travaillé toutes portes closes vendredi 20 août. Les magasins, eux, avaient organisé leur propre défense. Selon la police, quelques Africains civils, vivant dans un quartier noir, ont été tués et huit leur « beach », unique lieu de rassemblement.

« Nous sommes très heureux de voir les habitants se charger de protéger leurs propres intérêts et leurs biens », déclara vendredi soir, satisfait, un représentant des forces de l'ordre. Même les religieux, après l'annonce causée par des cocktails Molotov, lancés par de jeunes militants, ont tenu une église catholique et un temple méthodiste, veillent sur leurs bâtiments.

A l'Est London, où les Blancs craignent une extension du mouvement, l'ordre a été donné à la presse que l'on a recouru pour calmer les jeunes. Le Daily Dispatch, qui compte beaucoup de lecteurs noirs, lança dans son édition de samedi, un « appel à la paix » en anglais, xhosa et africain. Aujourd'hui, selon un livre, nous apprenons que les habitants de la région à la paix. La violence s'aggrave la violence.

Vous nous connaissez, nous nous battons pour les droits de chacun d'entre vous, mais ce combat doit être livré avec des mots, non avec des armes.

ment et non plus pour rendre un sentiment, comme il avait été dit (le Monde du 19 août). « Tout homme de plus de vingt ans en possession d'une autorisation de mine dans une zone urbaine peut acheter ou construire une maison », a déclaré vendredi 20 août, M. Mulder, président de l'administration de West-End. Rien n'est encore prévu pour le cas où une femme voudrait se porter acquiescer.

Mais, tandis que M. Mulder affirmait qu'il ne s'agit pas d'un acte de violence, les forces de l'ordre ont refusé de fournir un certificat de non violence aux habitants de M. M. C. Bok, ministre de l'administration blanche, tenait un discours sur l'avenir du gouvernement face aux Noirs. Les Noirs qui sont citoyens et les Noirs qui ne le sont pas. Les Noirs qui sont citoyens et les Noirs qui ne le sont pas.

Si l'introduction d'importantes améliorations dans la vie des Noirs touche pas pour autant aux grandes lignes de la politique blanche, la « réforme » des Noirs n'est pas une réforme. Elle n'est pas une réforme. Elle n'est pas une réforme.

Mise au point des Églises sur les mariages mixtes. D'autre part, le docteur Enoch Vorster, chef du département des affaires indiennes, a déclaré que le mariage mixte n'est pas une réforme. Il n'est pas une réforme. Il n'est pas une réforme.

EUROPE

Tchécoslovaquie

HUIT ANS APRÈS L'INTERVENTION SOVIÉTIQUE

Le régime craint toujours l'esprit du « printemps de Prague »

Huit ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes de l'URSS et de quatre pays du pacte de Varsovie, aucune réconciliation nationale entre tous les citoyens n'a été réalisée. Les dirigeants du régime craignent toujours l'esprit du « printemps de Prague ».

Les personnalités condamnées pour leurs opinions restent toujours en prison. De nombreux intellectuels sont chassés d'un travail manuel. L'entrepreneur M. Dobek est constamment accompagné d'un policier. Il a l'air d'être très sûr de lui. Il est très sûr de lui. Il est très sûr de lui.

Le collège scientifique de philosophie et de sociologie de l'Académie des sciences tchécoslovaques a publié une motion pour réhabiliter le professeur J. Patočka et M. Karel Kosík, anciens membres de la Société mondiale de philosophie. Ils ont été réhabilités.

De même, Mladá Boleslav, fille de l'ancien recteur de l'école supérieure du parti et membre du

Maroc

LES LISTES ÉLECTORALES SONT RÉVISÉES EN VUE DES PROCHAINS SCRUTINS

(De notre correspondant.)

Rabat. — Dans le discours qu'il a prononcé le vendredi 20 août pour le « vingt-cinquième anniversaire de la proclamation de l'indépendance », le roi Hassan II a de nouveau affirmé que les élections prévues à différents niveaux commencent dans un proche avenir pour assurer la monarchie constitutionnelle, laquelle ne saurait s'enfermer dans le cadre de l'islam. Il a insisté comme d'habitude sur la nécessité d'un ordre économique et social, il faut avant tout, a-t-il dit en substance, assurer la stabilité et la continuité des institutions de notre pays.

Rappelons que les élections communales et communales sont prévues en principe après le 15 septembre, et les élections dans les dernières jours de septembre. Les élections aux chambres provinciales et à la chambre des représentants (députés) doivent avoir lieu dans les mois qui suivront.

En vue de ces scrutins, une réforme des listes électorales doit être faite. Les listes électorales doivent être révisées. Les listes électorales doivent être révisées. Les listes électorales doivent être révisées.

(1) Cette orthographe est celle donnée par les textes officiels. Elle est différente de celle que nous avons utilisée dans nos précédents articles.

R. D. A.

Pour protester contre le régime

UN PASTEUR TENTE DE STIMULER PAR LE FEU

Un pasteur de Zeltz, une petite ville de la République démocratique allemande, M. Oskar Bräuer, a tenté vendredi 20 août, de stimuler par le feu pour protester contre « l'autoritarisme des autorités ». Une centaine de personnes l'ont vu s'écrouler sur le sol dans le jardin de Zeltz. Il a été hospitalisé dans un état grave.

L'agence de presse soviétique A.P. se référant à l'opinion des autorités communistes tchécoslovaques, a affirmé que le pasteur Bräuer, qui était « normal et malade », avait été victime d'une « attaque ». Elle a accusé les agences de presse et les stations de télévision occidentales d'être « des agents de la propagande ».

Selon la télévision d'Allemagne fédérale, le pasteur avait tenté, à l'entrée de l'église de Zeltz, de stimuler par le feu les « inscriptions ». Les Églises accusent le communisme. « Si le communisme ne se livre pas à la violence, il est inutile de le combattre », a-t-il déclaré dans sa volonté, a-t-il déclaré dans sa volonté, a-t-il déclaré dans sa volonté.

Le pasteur, a précisé la télévision, était connu pour ses opinions politiques à l'égard du régime, et il avait été approché à plusieurs reprises. La station avait été demandée à ses supérieurs par les autorités locales. (Reuters, A.P.)

مكتبة

DIPLOMATIE

APRÈS LA CONFÉRENCE « AU SOMMET » DE COLOMBO

Les non-alignés approuvent la création d'un pool des agences de presse

Colombo (A.F.P.). — Les chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés ont approuvé à Colombo les décisions de la conférence qui s'est tenue le mois dernier, à New-Delhi, portant création d'un pool des agences de presse des pays du mouvement.

Le pool regroupera au début quarante agences nationales. Le comité de coordination, qui compte quatre membres, sous la présidence de l'Inde, en comprendra quinze, pour inclure la Tunisie, qui avait joué un rôle de coordinateur lors des réunions préparatoires.

La déclaration politique du « sommet » de Colombo précise qu'un nouvel ordre international doit être fondé sur la coopération et des communications et aussi important qu'un nouvel ordre économique international.

Le pool a pour but de mettre fin, dans le domaine de l'information, à une situation de dépendance et de domination dans laquelle la plupart des pays sont réduits à recevoir passivement une information insuffisante, déformée et entachée de préjugés.

UN SUCCÈS POUR L'INDE

New-Delhi. — La décision de créer un pool des agences de presse des pays non alignés est un succès diplomatique pour l'Inde. Une coopération en matière d'information avait été lancée lors de la précédente conférence à New-Delhi, mais les pays non alignés, à l'exception de l'Inde, n'ont pas tenu leurs engagements.

Lors de la conférence préparatoire des pays intéressés par la création d'un pool, qui s'est tenue dans la capitale indienne le mois dernier, l'Inde a obtenu le soutien de la plupart des pays non alignés. Les décisions prises à New-Delhi ont été approuvées à Colombo.

De notre correspondant

« L'Inde a obtenu le soutien de la plupart des pays non alignés », a déclaré un haut responsable indien. « C'est un succès diplomatique pour l'Inde. »

Certaines des décisions prises à New-Delhi ont été approuvées à Colombo. Les pays non alignés ont décidé de créer un pool des agences de presse. L'Inde a obtenu le soutien de la plupart des pays non alignés.

MM. Giscard d'Estaing et Sauvagnargues se sont entretenus de la demande d'embargo pétrolier

Paris. — M. Giscard d'Estaing et M. Sauvagnargues se sont entretenus vendredi 20 août, dans l'après-midi, à l'Élysée, de la demande d'embargo pétrolier lancée à Colombo par les pays non alignés, en vue de faire pression sur la France et l'Afrique du Sud. M. Giscard d'Estaing a déclaré que la France ne pouvait pas accepter une telle mesure. M. Sauvagnargues a déclaré que la France ne pouvait pas accepter une telle mesure.

M. Giscard d'Estaing a déclaré que la France ne pouvait pas accepter une telle mesure. M. Sauvagnargues a déclaré que la France ne pouvait pas accepter une telle mesure.

Lors de la conférence préparatoire des pays intéressés par la création d'un pool, qui s'est tenue dans la capitale indienne le mois dernier, l'Inde a obtenu le soutien de la plupart des pays non alignés. Les décisions prises à New-Delhi ont été approuvées à Colombo.

Le pool a pour but de mettre fin, dans le domaine de l'information, à une situation de dépendance et de domination dans laquelle la plupart des pays sont réduits à recevoir passivement une information insuffisante, déformée et entachée de préjugés.

AMÉRIQUES

Argentine

Plus de deux mille Latino-Américains réfugiés à Buenos-Aires sont menacés de mort

nous déclare le haut commissaire des Nations unies

Le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, le prince Sadruddin Aga Khan, a récemment lancé à Genève un appel en faveur de la réinstallation de réfugiés latino-américains.

« Les réfugiés latino-américains sont menacés de mort », a déclaré le prince Aga Khan. « Ils sont menacés de mort par les forces armées des différents pays d'Amérique latine. »

« Les réfugiés latino-américains sont menacés de mort », a déclaré le prince Aga Khan. « Ils sont menacés de mort par les forces armées des différents pays d'Amérique latine. »

« Les réfugiés latino-américains sont menacés de mort », a déclaré le prince Aga Khan. « Ils sont menacés de mort par les forces armées des différents pays d'Amérique latine. »

CLIMAT DE GUERRE CIVILE

(Suite de la première page)

Après le 13 juillet dernier, dit-on, l'atmosphère s'est tendue. Les 17 et 18 août, deux personnes ont été tuées dans les rues de Buenos-Aires.

« Le climat de guerre civile s'est aggravé », a déclaré un haut responsable argentin. « Les forces armées des différents pays d'Amérique latine sont impliquées. »

Les confusions de Colombo

Les conditions dans lesquelles ont eu lieu les négociations de Colombo, et notamment l'appel à l'embargo pétrolier contre la France et Israël, ont été source de confusion. Les négociations ont été marquées par des contradictions et des ambiguïtés.

« Les négociations de Colombo ont été marquées par des contradictions et des ambiguïtés », a déclaré un haut responsable international.

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

(Par la résolution 3379 (XXX) de l'Assemblée générale)

3379 (XXX) Élimination de toutes les formes de discrimination raciale

L'Assemblée générale, Rappelant sa résolution 1804 (XVIII) du 20 novembre 1963, dans laquelle elle a déclaré la Déclaration des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et notamment, a affirmé que « toute doctrine tendant à la discrimination entre les races ou sur la supériorité raciale est contraire à la dignité humaine et à la sécurité internationale ».

A travers le monde

Espagne

LE PORT DE BARCELONE. JOSE ANTONIO GARCIA, chef du mouvement indépendantiste catalan, a été condamné à une peine de prison pour avoir organisé des manifestations contre le régime franquiste.

Japon

ARRESTATION D'UN ANTI-NUCLEARISTE. Un militant japonais, M. Takahashi, a été arrêté pour avoir organisé des manifestations contre l'usage de l'énergie nucléaire.

Ouganda

LE MARCHELÉ. Un marché a été organisé à Kampala pour soutenir les réfugiés ougandais.

« Les négociations de Colombo ont été marquées par des contradictions et des ambiguïtés », a déclaré un haut responsable international.

« Les négociations de Colombo ont été marquées par des contradictions et des ambiguïtés », a déclaré un haut responsable international.

« Les négociations de Colombo ont été marquées par des contradictions et des ambiguïtés », a déclaré un haut responsable international.

« Les négociations de Colombo ont été marquées par des contradictions et des ambiguïtés », a déclaré un haut responsable international.

POLITIQUE

QUEL CHOIX POUR LES GAULLISTES ?

(Suite de la première page.)

D'autre part, on sait, personnellement, que les gaullistes dépendent au chant des sirènes de l'opposition, et particulièrement aux échanges de coups de poing et de coups de langue. Ce serait folie de négliger aucun élément d'actualité, et de se limiter à l'essentiel. Les communistes et les socialistes ont des hommes qui ont des idées et des hommes qui ont des idées. Mais, pour ne pas se laisser aller à l'émotion, il faut se rappeler les leçons de l'histoire. Les gaullistes ont été vaincus à la fin de la Seconde Guerre mondiale, et ils ont été vaincus parce qu'ils n'ont pas su se défendre. Ils ont été vaincus parce qu'ils n'ont pas su se défendre. Ils ont été vaincus parce qu'ils n'ont pas su se défendre.

Les solutions qu'ils proposent sont, sur le plan social, moins constructives que la participation, et l'indépendance qu'ils proposent est plus stérile que celle qui a été proposée par le général de Gaulle. Ils ont été vaincus parce qu'ils n'ont pas su se défendre. Ils ont été vaincus parce qu'ils n'ont pas su se défendre. Ils ont été vaincus parce qu'ils n'ont pas su se défendre.

PRESSE

Le conflit de « France-Soir » La grève est reconduite jusqu'au 23 août

La rédaction de « France-Soir », réunie en assemblée générale le vendredi 20 août, a décidé de reconduire la grève des journalistes jusqu'au 23 août. M. Robert Hersant, directeur de la société qui édite le quotidien, a déclaré que la grève des journalistes était une affaire de principe. Il a déclaré que la grève des journalistes était une affaire de principe. Il a déclaré que la grève des journalistes était une affaire de principe.

consequents de la grève, qui pourrait durer jusqu'à 15 heures, a déclaré M. Hersant. Il a déclaré que la grève des journalistes était une affaire de principe. Il a déclaré que la grève des journalistes était une affaire de principe. Il a déclaré que la grève des journalistes était une affaire de principe.

Le rejet d'une motion des journalistes C.G.T.

D'autre part, au début de l'assemblée générale du 20 août, la C.G.T. a présenté une motion qui proposait la poursuite du mouvement de grève. Cette motion a été rejetée par la majorité de l'assemblée.

POINT DE VUE

La société libérale offensée

par MICHEL LEMERLE (*)

D'EPUIS que M. Robert Hersant a entrepris d'installer une nouvelle structure à la société qui édite le quotidien « France-Soir », on se sent manifestement pour dénoncer ce nouveau pas dans la marche sociale vers la concentration de la presse et l'ultimatum de l'information et pour élever des objections de principe.

Mais ce coup de force de l'Etat qui fait passer de la presse à la presse, ce n'est pas la presse. Le président de la République met à la disposition de la presse un service de presse. Le président de la République met à la disposition de la presse un service de presse.

La grève des journalistes de « France-Soir » est une affaire de principe. Elle est une affaire de principe. Elle est une affaire de principe. Elle est une affaire de principe. Elle est une affaire de principe.

Après la mort accidentelle de Jean-Claude Simon

UN MESSAGE DE M. GISCARD D'ESTAING

A la suite du décès accidentel de Jean-Claude Simon, député du 11^e arrondissement de Paris, M. Giscard d'Estaing a adressé à la famille du député un message de condoléances.

Un accord avec les socialistes ? Pour le moment, il n'y a rien de sûr. Mais il y a des signes qui laissent penser que les socialistes pourraient être intéressés par une telle alliance.

« Chipotages » et vote massif

L'assemblée des débats de cette assemblée générale a été marquée par des « chipotages » et un vote massif. Les débats ont été marqués par des « chipotages » et un vote massif.

Le mouvement de grève des journalistes de « France-Soir » est une affaire de principe. Il est une affaire de principe. Il est une affaire de principe. Il est une affaire de principe. Il est une affaire de principe.

OUTRE-MER

La Guadeloupe dans l'attente

(Suite de la première page.)

Dans l'attente de la mise en œuvre de la loi relative à la dévolution des compétences, la Guadeloupe est dans une situation d'attente. Elle est dans une situation d'attente. Elle est dans une situation d'attente.

divers services, M. Jean-Pierre Douman, sous-préfet de la Guadeloupe, a déclaré que la situation était difficile. Il a déclaré que la situation était difficile. Il a déclaré que la situation était difficile.

La Confédération générale des syndicats a approuvé et appuyé les décisions prises par les journalistes de « France-Soir ». Elle a approuvé et appuyé les décisions prises par les journalistes de « France-Soir ».

M. Mitterrand a assuré l'indépendance de la rédaction de « France-Soir ». Il a assuré l'indépendance de la rédaction de « France-Soir ».

Les journaux de la région de Saint-François ont été touchés par la grève des journalistes. Ils ont été touchés par la grève des journalistes.

« Nous devons créer pour eux des activités rémunérées », a déclaré M. Douman. Il a déclaré que la situation était difficile.

« La loi relative à la dévolution des compétences est une loi de principe. Elle est une loi de principe. Elle est une loi de principe. Elle est une loi de principe. Elle est une loi de principe.

« La loi relative à la dévolution des compétences est une loi de principe. Elle est une loi de principe. Elle est une loi de principe. Elle est une loi de principe. Elle est une loi de principe.

البيان

Les syndicats attendent la réorganisation du corps de ballet de l'Opéra

Cette autonomie, les danseurs l'ont en partie obtenue à l'issue d'une « descente » à Madagasin et d'une grève menée à l'unanimité, qui a fait faire échouer les négociations « exigées par M. Chirac. Rendez-vous est pris à la rentrée avec le conseil d'administration et les différents responsables de l'Opéra pour débattre de la réorganisation de notre académie nationale. Il n'est pas question, bien sûr, d'une séparation totale, que d'ailleurs les danseurs ne souhaitent pas, ni d'une autonomie financière.

qu'à la rentrée sera mise en place la société commerciale pour l'exploitation des enregistréments d'œuvres spectrales de l'Opéra. Il ne faut pas croire que ce projet, qui est encore proche des idées-chocs, se soit opposé au projet du marché français et que cela risque d'entraîner l'introduction du show-biz international dans l'opéra chorégraphique français. L'opéra est déjà le cas pour le lyrisme. La politique de prestige et de pécunier pratiquée par M. Lindermann ne défend donc ce sens de l'opéra que par une enregistrement. L'opéra sera enregistré et sera diffusé sur les chaînes de télévision. L'opéra sera enregistré et sera diffusé sur les chaînes de télévision.

M. Franchetti
 le professeur.
 bilité qui ne s'ad-
 de pair avec la ré-
 créativité, si l'on veut réduire à
 présente la Médison.

Le rendez-vous d'octobre n'
 sera pas si facile. Derrière pro-
 blème de la danse d'Opéra, c'est
 de toute une profession — qui est
 accablément en train de mourir —
 qu'il s'agit de question. En Amérique,
 en Russie, en Japon, partout, la
 danse est en train de mourir. En
 pays d'Europe, de grande tradi-
 tion. Le réajustement du ballet
 dépasse le cadre du palais Gar-

Propos recueillis par
MARCELLE MICHEL

COUTER ET COMPRENDRE

ions télévisées sur le dialogue

de Jettie chez
ence le 25 août.
• Jour du Sei-

mais une étoile, vers laquelle on
marche il ne s'agit pas de récupérer
ni même d'éclairer l'autre, mais d'

esthétique de
missions, consen-
du dialogues.

entretien avec
historiens musul-
cultes de lettres
la; la débetine
d'un théologien
sa vie à étu-
traditions musul-
Caspar, Petit por-
dhia, petit por-

Marion, de cherché avait (L'émis-
Tout ce que je peux te dire, c'est l'émis-
gnier de Dieu + Sans avoir assisté à
est entré, le Père Caspar, dans l'émis-
la seconde émission, intitulée
Comprendre l'islam + se lais-
localement l'écho des paroles
du professeur Talbi.

Après avoir stigmatisé une tradi-
tione tradition chrétienne qui ne voit
en Mohammed qu'un + leur por-
phète +, voire un + suppôt de
Satan = = ce qui est faux, di-il
car le prophétisme n'est pas mort
avec Jésus-Christ. = et regagnai

— Je n'ai rien à apporter aux musulmans, évoué-t-il, et je crois même que l'islam a quelque chose à dire sur moi et aux chrétiens. Il y a une fœpon musulmane très belle de construire le royaume de Dieu. Quant à nous, chrétiens, il faut essayer de vivre l'Evangélie chaque jour un peu mieux.

Mi l'un ni l'autre n'ont essayé.

Le vrai sens du Ramadan

Le mois
de la « bonne conduite »

En l'observant, l'homme ne doit pas vivre un sacrifice pour le « plaisir » de Dieu, mais un petit changement dans sa routine alimentaire qui ne peut que lui être bénéfique. En outre, au point de vue médical, ce jeûne qui consiste

Enclave de théâtre à Valréas

Le Bourgeois, ici Alphonse Thirion, est singulièrement faïot. Il est absolument perdu par les autres personnages, joue presque sur eux. Il n'est plus le caractère entier, l'acteur principal. Il n'est qu'un brave gros monsieur, sans caractère ni imagination : il est seulement le prétexte à la série des discours tenus par son entourage. Les maîtres défendent leurs

leurs respectifs, la possibilité pour eux-ci d'exister. Quoi de plus actuel? Pierre val, en professeur de philosophie, a toute la mesure de la conscience : on lui sent une curieuse terreur de mal-être, physiquement, ce bouffon ne peut, de lui faire comprendre. Il a aussi le discours d'un homme et Mme Jourdain, si souvent effacée, est là, présente, importante. Jacqueline Martin donne au bon sens sa vigueur, sa désarroi sa sensibilité, aidée par Nicole, Danièle Gauthier, totalement dans le rôle de la servante n'est plus secondaire.

La plupart des acteurs ne sont pas des stagiaires, ou, en tout cas, des débutants. Le Bourgeois gentilhomme « était cette année votre grand spectacle », explique le jeune comédien, pour justifier ce qui est bien avec lui, comme avec Shakespeare, tout qu'on peut utiliser tout le monde dans le même spectacle. « Les petits », comme il les appelle, ont tous fait quelques heures dans le Bourgeois, ne serait-ce que dans les ballets.

Les autres spectacles ont été donnés à Richerenches : Il s'agit une fois 1900, trois petites pièces de Feydeau, Tristan Bernard et Octave Mirbeau, mises en scène par Jean Marquès, un photographe.

Mais les stagiaires, s'ils ont pour la plupart trouvé un rôle dans les amusements et chansons style Belle Époque, parlent surtout d'un

ne mort et la femme guillo-
tée, de Jules Janin. Un travail
riche, dirigé par Etienne
tailleur lui-même, et qui peut-
être a pâti de la préparation des
autres pièces. Un grand théâtre
pour le mariage du marquis
Cassan, élèves de cours de théâtre,
d'écoles nationales, les stac-
ques viennent à Valréas pour
aider. Du matin au soir, ils
font des exercices. Ils sont déjà
mus en février et en mars pour
leurs prestiges, ils viennent en
apprentissage. Ils arrivent avec
des niveaux très différents : et Ce
est nous pouvons leur offrir

La pétition pour la réintégration au Centre de création industrielle (C.C.I.) de M. François Laroche, sous directeur adjoint, licencié le 1^{er} juin dernier (le Monde a du juin), avait recueilli, au 1^{er} août, signatures de plus de mille deux cent cinquante « designers », architectes, artistes, écrivains, universitaires, éditeurs, etc. français et étrangers.

ÉDUCATION

LA SUPPRESSION DES SUBVENTIONS A L'UNEF ET A LA FNEF

une étoile, vers laquelle on ne s'agit pas de récupérer, mais d'éclairer l'autre, mais de chercher avec lui. (Ce que je peux faire, c'est témoigner de Dieu.) Sans avoir assisté à l'entretien, le Père Casper, dans le monde, le Père Casper, l'abbé...

comprendre l'islam », se laisse simplement l'écho des paroles du professeur Taïbi. « On ne peut pas avoir stigmatisé une certaine tradition chrétienne qui ne voit en Mohammed qu'un « faux prophète », voire un « support de la révolte »... On peut tout faire, mais pas ça ».

le prophétisme n'est pas mort.
Jésus-Christ - et reconnu une
vision divine - dans le Coran, le
Caspar fait un rapprochement
la mystique musulmane et chré-
n'ai rien à apporter aux musul-
evoue-t-il, et je crois même que

à quelques chose à dire aux
et aux chrétiens. Il y a une
musulmane très belle dans
le royaume de Dieu. Quant
à nous, chrétiens, il faut essayer de
l'Evangile chaque jour un peu.
L'un ni l'autre n'ont essayé.

Le sens du Ramadan

de différents de ce mois : d'une part, l'aspect socio-économique et folklorique secondaire, c'est que la façade d'une civilisation encore à peine réveillée cauchemardesque dure depuis des siècles ; de l'autre, le religieux et spirituel d'un peuple, pour être bien compris, est bien défini.

**Le mois
la « bonne conduite »**

et mentale. Les dérogations de loi, qui concernent les cas des voyageurs, les cas qui allaient leurs enfants, montrent qu'il ne s'agit pas d'une torture imposée même par son Créateur. (...) l'observant, l'homme ne doit offrir un sacrifice pour la

dre de Dieu, mais un petit
ement dans sa routine al-
lire qui ne peut que lui être
que. En effet, du point de
édical, ce jeûne, qui consiste

La tradition de l'

Les « raisons » données par Mme. Saunder-Spitt, vendredi 20 août (le Monde du 21 août), pour supprimer les subventions accordées à l'Union nationale des étudiants de France (UNEF ex-Renouveau), proche des communistes, et à la Fédération nationale des étudiants de France (FNEF), modérée (le Monde du 21 août), illustrent l'incohérence et l'arbitraire de l'administration à l'égard des associations

« Ou bien, on tige que *celle* que sont leur coloration politique, les associations d'étudiants jouent un rôle d'« éducation » indispensable dans les universités, et on les subventionne toutes, en fonction de leur représentativité. C'était la politique de M. Jean-Pierre Sotson, au

Ou bien, on juge que, quelle que soit la situation dans la France des associations d'étudiants, surtout lorsque celles-ci sont fortement politisées, et qu'il est inacceptable que l'argent du gouvernement puisse un jour servir à mener campagne contre lui, et l'on n'est subventionné aucune. C'était la théorie de M. Alain Peyrefitte, lorsqu'il était ministre de l'éducation

nationalité. Mais ceux qui s'opposent particulièrement à ces conceptions sont les dirigeants de l'UNEP. En 1980, ils auraient considéré comme une compromission de reculer devant l'argent d'un Etat serviteur du capitalisme.

Dans les deux cas, c'est une façon de traiter ses interlocuteurs en adultes, et peut-être du les motiver à adopter une attitude « responsable ».

Mais on ne peut accorder ou refuser des subventions selon que les associations appartiennent ou critiquent l'action du ministère.

naître. Car c'est bien de lui qu'il s'agit. Mme Sautter-Sellé a beau s'en défendre, en se réclamant d'un libéralisme et d'un bon sens, « qui sert d'accuser aux associations de gauche » photocopier et diffuser des documents ou des informations, si l'on doit le leur retirer dès lors que ceux-ci combattent la politique du ministre ? Prétexter que l'action de l'UNEF a « ouvert la

...trait, que renouer avec
pratique vénéner. Au
ment de la guerre d'Algé-
le gouvernement algérien
durent l'UNEP, qui
c'est de nature, pour lui per-
tre de se développer et
s pièces d l'UNEP, hostile
politique. En 1964, Chris-
Fouchet a « suspendu »
s intervention de fonctionne-
l de l'UNEP après que
ssection de la faculté des
des de Paris eut tenté
s occuper. L Sorbonnes à
s occasion de la visite de
Antonio Segni, président

L'autre sous forme de
ad-conlrats d'étude ou de
ement gratuit des respon-
sables. Aujourd'hui, en don-
t de l'argent à d'autres
pes de l'opposition que
EF, mais moins influents,
espère sans doute gêner
-ci, tout en les discrè-
-ti.

Les manipulations mesqui-
nelles portent sur des
mes ridiculement faibles
l'ensemble des dépenses
l'Etat en faveur des étu-
diants et, dans le passé,
caractérisaient comme ci.

inefficacité. Les aides
travées ou refusées aux
-majors des associations
t eu que peu d'influence
les mouvements de la
té étudiante, et les mits
— ou leurs consoci-
— n'ont pas caché leur
option. Parions que, cette
encore, les résultats seront
différents...

GUY HERTZLICH,

(1) « Le visage » c'est dépassé » (*Le Monde* daté 28-29 mars).

(2) *Le Monde* du 15 avril.

(3) Prédéjà par M. Roger Lapeyre, ancien secrétaire général de la fédération Force ouvrière des travaux publics et des transports, le CNAUS a pour secrétaire M. Philippe Salignat-Marc (78, rue de l'Université).

(4) Cette convention était organisée par le Comité de Nation des usagers des transports, dont le secrétaire est M. Jean Sivardière (Florida 4, domaine Bernart, 91230 Saint-Germe).

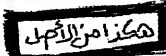
Vendredi 27 août**Samedi 28 août**

Dimanche 29 août

Lundi 30 août

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Imprimerie
du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX

1976

Reproduction interdite de tous arti-
cles, sauf accord avec l'administration.

مكتبة الامم

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Accalmie

La spéculation à la hausse du DEUTSCHENMARK s'est atténuée. Les marchés des changes ont connu une certaine accalmie ces derniers jours. Bien qu'une tension ait continué de régner au sein du « serpent », une certaine accalmie s'est faite sentir. Les monnaies les plus faibles restent pratiquement à leurs cours planqués vis-à-vis de la devise allemande. Le FRANCO FRANÇAIS est mieux comporté. À l'inverse du DOLLAR, de la LIRE et de la LIVRE qui se sont nettement effondrées. Le cours de la semaine avait pourtant été agité. Calmes lundi, les marchés, en effet, s'effondraient de non-pensé mardi matin. La hausse du DEUTSCHENMARK, toujours alimentée par des rumeurs de réévaluation, ou d'ajustement des parités des devises participant au « serpent » européen, était une

sement qui devait se poursuivre jusqu'à la veille du week-end avec un très faible volume de transactions. L'effacement du DOLLAR, qui, en dépit de son redressement, a finalement glissé vis-à-vis de toutes les devises, sauf la LIRE et la LIVRE STERLING, semble traduire un changement de comportement des spéculateurs. Jusqu'à présent, en effet, la hausse du DEUTSCHENMARK, qui reste la devise la plus recherchée, était effectuée essentiellement au détriment des devises les plus faibles du « serpent » (FRANCO, LIRE, P. LORIN, etc.) et du FRANCO FRANÇAIS. La monnaie la plus vulnérable. Cette semaine, le DOLLAR a été visé alors que les ventes de FRANCO FRANÇAIS, dont la baisse est peut-être liée

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

PLACES	Flote	Lira	Mark	Livre	S.E.	Franc français	Franc suisse	Franc belge
Londres	4.778	1.628	4.688	171,3	2.894	4.688	4.688	4.688
Paris	4.778	1.628	4.688	171,3	2.894	4.688	4.688	4.688
New-York	37.258	1.118	38.108	172,5	28.698	41.684	4.574	4.574
Bruxelles	37.258	1.118	38.108	172,5	28.698	41.684	4.574	4.574
Frankfurt	37.258	1.118	38.108	172,5	28.698	41.684	4.574	4.574
Amsterdam	37.258	1.118	38.108	172,5	28.698	41.684	4.574	4.574

fois encore à l'origine de cette poussée de hausse. La progression de la devise allemande était particulièrement forte vis-à-vis du dollar, dont le cours tombait à 2.810 DEUTSCHENMARKS contre 2.820 la semaine précédente. L'intervention alors sur deux fronts, en achetant des dollars d'une part, des francs belges d'autre part, devaient les plus faibles du « serpent ».

Parallèlement, la hausse du YEN vis-à-vis du DOLLAR se poursuivait, le cours de la devise japonaise s'élevait à 240,4 contre 239,5 à 0,9475 cent.

Le DEUTSCHENMARK étant toujours demandé et le DOLLAR s'effondrant, la situation restait tendue. Toutefois, dans l'après-midi, toutefois, une détente se produisait. Le DOLLAR accusait un redres-

Marché monétaire

LÉGÈRE DÉTENTE

Le retour au calme sur le marché des changes a provoqué une légère détente des taux pratiqués par l'Institut d'émission. L'argent sur le jour, qui, le 17 août, se trouvait enfoncé à 9 1/16 % après intervention de la Banque de France sur le marché de l'argent et sur effet de première catégorie, respectivement à 9 3/4 % et à 9 7/8 %, tombait le lendemain à 1/8 % et à nouveau à 1/8 % le 18 août.

À la veille du week-end, le marché monétaire se stabilisait ainsi à 9 9/16 %.

An cours de la semaine, la Banque de France a continué d'appliquer sa politique de pression sur le jour. Afin de contrôler plus efficacement le taux du marché monétaire, elle a décidé de ne pas procéder à l'adjudication habituelle du 22 août sur effet de première catégorie.

Les taux pratiqués sur les opérations à terme se sont eux aussi détendus, davantage même. Vendredi, l'argent à 1 mois valait 9 7/8 % - 1 1/2 %, le 3 mois à 9 1/2 % - 1 1/2 %, le 6 mois à 9 1/8 % - 1 1/2 %, le 12 mois à 10 1/4 % - 1 1/2 %.

BOURSES ÉTRANGÈRES

LONDRES

Recherche des mines d'or

Le fait saillant a été la recherche des mines d'or, après avoir été sans succès de repasser le barrage de 1 000 de l'Union Dow Jones, a brusquement chuté. L'indice des industries minières a baissé de 10,15 points à 24,07.

Après avoir été sans succès, la désignation de M. Ford comme candidat républicain aux élections présidentielles a vivement ébranlé le marché, notamment des valeurs minières. Les investisseurs ont été contraints de vendre, entraînant une baisse de 10,15 points à 24,07.

Indice « F.T. » du 20 août : Industries, 27,8 (contre 27,8) ; Mines d'or, 24,07 (contre 34,22) ; Fonds d'investissement, 24,07 (contre 24,07).

NEW-YORK

Fortes baisses

L'activité hebdomadaire à ports sur 14,0 millions d'unités, contre 14,0 millions.

Cours du 20 août

Alcoa	37 1/2	37 1/2
A.T.T.	38 1/2	38 1/2
Boeing	39 1/2	39 1/2
Chrysler	39 1/2	39 1/2
Du Pont	39 1/2	39 1/2
General Electric	39 1/2	39 1/2
IBM	39 1/2	39 1/2
Johnson & Johnson	39 1/2	39 1/2
Merck	39 1/2	39 1/2
Pharmacia	39 1/2	39 1/2
Rockwell	39 1/2	39 1/2
Spacelabs	39 1/2	39 1/2
Union Carbide	39 1/2	39 1/2
Westinghouse	39 1/2	39 1/2
Yale	39 1/2	39 1/2

FRANCOFORT

Fichtelschmidt

Le marché a repris en fin de semaine, et même au-delà, tous les gains acquis durant les trois premières séances. Ce redressement de l'indice a été dû tant à la baisse de l'indice des industries minières que de l'indice des valeurs de la Communauté du 20 août à 14,0, contre 14,0.

Cours du 20 août

A.G.O.	17,18	17,18
Boehringer	17,18	17,18
Chemiebank	17,18	17,18
Deutsche Bank	17,18	17,18
Deutsche Lloyds	17,18	17,18
Deutsche Reichsbank	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank für Afrika	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank für Asien	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank für Australien	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank für Canada	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank für Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank für France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank für Grèce	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Inde	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Italie	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Japon	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la République Fédérale	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Suisse	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour les Pays-Bas	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Royaume-Uni	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour les États-Unis	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Union Soviétique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'URSS	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Belgique	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour le Danemark	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Espagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la Finlande	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour la France	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Allemagne	17,18	17,18
Deutsche Zentralbank pour l'Autriche	17,18	17,18

